

TRUSTEESHIP  
COUNCILCONSEIL  
DE TUTELLET/AC.7/SR.6  
10 décembre 1947  
FRENCH  
ORIGINAL : ENGLISH

## DEUXIEME SESSION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SIXIEME SEANCE  
DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DE LA QUESTION DE JERUSALEMLake Success, New-York  
mercredi 10 décembre 1947, à 11 heures.

## Présents :

Président :	M. B. Gerig	(Etats-Unis d'Amérique)
Membres :	M. Forsyth	(Australie)
	M. Liu Chieh	(Chine)
	M. Garre	(France)
	M. Noriega	(Mexique)
	Sir Alan Burns	(Royaume-Uni)
Rapporteur :	M. Laurentie	
Secrétaire :	M. Anker	

SUITE DE L'EXAMEN GENERAL DE LA RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
RELATIVE AU GOUVERNEMENT FUTURE DE LA PALESTINE (Partie III). (Documents  
A/516, T/77, T/AC.7/1, T/AC.7/2).

Le PRESIDENT propose que le Groupe établisse un plan de travail. Il propose que le Groupe poursuive l'étude des propositions du Secrétariat jusqu'aux vacances de Noël, lesquelles, en raison du retour en Angleterre de Sir Alan Burns, commenceront le 16 décembre. Il estime que le Groupe pourra reprendre ses travaux vers le 6 janvier. Il pense qu'il pourrait

être utile de créer quatre groupes de rédaction chargés d'étudier les différentes questions, après le regroupement opéré par Sir Alan Burns. Les groupes de rédaction pourraient poursuivre leur travail jusqu'aux environs du 23 décembre et l'interrompre quelques jours au moment de Noël. Le Président rappelle au Groupe de travail que Jérusalem devant probablement devenir le siège de la Commission des Nations Unies en Palestine, il serait souhaitable que le Groupe ait terminé sa rédaction avant la fin janvier. Une session spéciale du Conseil de tutelle pourrait être convoquée au début de février afin d'examiner les propositions du Groupe de travail.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) demande si les membres du Groupe devront consulter leurs gouvernements pendant la période de rédaction.

Le PRESIDENT déclare que le rapport du Groupe de travail doit être présenté au Conseil de tutelle et qu'il n'apparaît pas qu'il soit nécessaire de consulter les gouvernements avant que le Conseil ait étudié les recommandations définitives.

M. NORIEGA (Mexique) suggère qu'il pourrait être commode que les consultations avec les gouvernements aient lieu en même temps que le Conseil de tutelle examinera les recommandations.

Le PRESIDENT rappelle au Groupe de travail que ses membres constituent un groupe d'experts chargés par le Conseil de tutelle de formuler des propositions et des recommandations. Il suggère que les groupes de rédaction aient un effectif assez réduits et qu'ils aient la possibilité de travailler en consultation avec M. Gibson, Attorney-General de Palestine jusqu'aux environs du 23 décembre. Il sollicite des suggestions pour la désignation des experts que doivent fournir les délégations et le Secrétariat.

M. LIN MOUSHENG (Chine) pense qu'il y aura trop de quatre groupes de rédaction, ce qui exigerait finalement un gros travail de coordination. Il estime que deux groupes seraient suffisants. Un de ces groupes examinerait les propositions classées dans les catégories a) et c) établies par Sir Alan Burns, et l'autre groupe étudierait les propositions correspondant aux catégories b) et d).

Le PRESIDENT déclare que le Comité de travail jouera vis-à-vis des groupes de rédaction le rôle d'un organisme de coordination et de revision.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) fait remarquer que, bien que les questions aient été groupées sous quatre rubriques, il pense, avec le représentant de la Chine, qu'il serait plus commode de les faire étudier par deux groupes.

M. NORIEGA (Mexique) estime que le dernier point de la liste des propositions de Sir Alan Burns est assez important pour exiger un groupe distinct. Ce groupe pourrait rédiger un préambule au statut et soumettre à l'examen du Conseil de tutelle des propositions relatives aux principes fondamentaux de l'administration du nouvel état. Dans ce but, il propose la création de trois groupes de rédaction.

M. FORSYTH (Australie) estime, comme le représentant du Mexique, que le dernier point exige un examen spécial, mais propose que la discussion de ce point soit ajournée jusqu'à ce que le Groupe de travail ait tracé les grandes lignes des recommandations du Comité. Il pense que les problèmes économiques et financiers ne peuvent pas être étudiés par le groupe qui sera chargé de l'examen des points classés dans la section b).

Le PRESIDENT appuie la proposition tendant à ajourner l'examen du dernier point jusqu'à ce que les groupes aient repris leur travail après les vacances de Noël. Il lui semble que les points et les sections b) et c)

pourraient peut-être être examinées par le même groupe de rédaction.

M. LIN MOUSHENG (Chine) pense qu'il ne serait pas nécessaire de créer plus de deux groupes de travail. L'un de ces groupes pourrait être chargé de l'étude des points figurant sous les rubriques a) et c), et l'autre de ceux figurant sous les rubriques b) et d). Il pense qu'il existera des rapports étroits entre les dispositions économiques et financières du statut et celles qui auront trait aux fonctions des organes législatifs. Il se demande s'il ne serait pas préférable d'étudier séparément l'administration de la justice.

M. CAFFREAU (France) reconnaît avec le représentant de la Chine que l'administration de la justice n'entre pas dans le cadre du travail prévu aux rubriques a) et c). Il préférerait qu'on l'examinât avec les points figurant sous la rubrique b).

M. NORIEGA (Mexique) pense que l'expression "administration de la justice" n'est pas assez précise. Si elle s'applique au système judiciaire et à la base juridique de l'administration, il convient de l'étudier sous la rubrique b), mais si elle a trait au fonctionnement du système judiciaire elle entre dans la rubrique a).

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) n'a pas d'opinion arrêtée sur la rubrique sous laquelle devrait figurer l'examen des propositions relatives à l'administration de la justice. Il pense, toutefois, que le Groupe de travail serait bien avisé de se borner à donner des directives générales et à traiter les questions relatives au Gouverneur et aux organismes législatif et administratif locaux. Il pense qu'un statut trop détaillé gênerait le développement initial et les mises au point nécessaires.

M. NORIEGA (Mexique) pense que le statut devrait contenir une déclaration relative à l'application de la loi dans le territoire. En élaborant une déclaration de ce genre, le Comité devrait décider si le système judiciaire actuel doit être aboli ou maintenu.

Le PRESIDENT pense que l'expression "administration de la justice", s'applique au système administratif. Il importe peu de savoir sous quelle rubrique il convient de l'étudier. Il propose la création de deux petits groupes de travail et suggère que chacun des membres de ces groupes soit invité à préparer des notes qui serviront de document de travail.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) propose que les groupes de travail fassent appel à M. Gibson, quand la nécessité s'en fera sentir.

Le PRESIDENT invite les membres du Comité à proposer des noms pour ces groupes de travail.

M. FORSYTH (Australie) propose de demander à M. Heywood, de la délégation australienne, de participer à la discussion des questions économiques et financières.

M. LIN MOUSHENG (Chine) promet de présenter à une date ultérieure les noms de membres de sa délégation.

M. GARREAU (France) propose le nom de M. Vanthiers pour la discussion des points figurant sous les rubriques d) et c) et le nom de M. Monod pour les points figurant sous les rubriques b) et d).

M. NORIEGA (Mexique) n'est pas en mesure de présenter des noms immédiatement, mais il propose de participer à autant de séances des groupes de travail qu'il lui sera possible.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare que M. Watt sera à la disposition des groupes étudiant les rubriques a) et c).

Le PRESIDENT propose les noms de Messieurs Cargo et Yeomans de la délégation des Etats-Unis. Il s'offre à consulter le Secrétaire général au sujet de la désignation d'autres experts.

M. FORSYTH (Australie) émet l'avis qu'il serait utile de mettre à la disposition de chaque groupe de travail un membre de la section juridique et un membre de la division de la tutelle.

Le PRESIDENT propose la discussion du point 4 traitant des mesures de sécurité. Il se rapporte à la section correspondante du Statut de Trieste. Il donne la parole au représentant de l'Australie pour qu'il poursuive la discussion relative au gouvernement local, soulevée lors de la séance précédente.

M. LOOMES (Australie) rappelle au comité que la répartition des attributions entre le gouvernement central et les subdivisions locales n'a pas été entièrement discutée. Les questions d'enseignement, par exemple, devraient revenir au gouvernement central. Les questions d'hygiène et autres mesures de ce genre devraient, de façon évidente, être confiées au gouvernement local.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare qu'il serait dangereux, à ce moment, d'être trop précis. Il conviendrait de laisser aux personnes qui se trouvent sur place toute latitude pour procéder aux mises au point nécessaires. Il propose d'inviter M. Gibson à donner quelques précisions sur la question.

M. GIBSON fait remarquer que les enseignements tirés de l'administrative

même de la Palestine viennent à l'appui de l'opinion exprimée par Sir Alan Burns. L'administration a commencé par une ordonnance établissant l'administration municipale. Les circonstances ont ensuite amené à prendre, au sujet des conseils locaux et de l'administration des villages, des ordonnances donnant aux commissaires de districts toute latitude pour décider de la juridiction qui convenait le mieux au degré d'évolution de diverses régions. Il pense qu'il serait raisonnable d'adopter les lois existantes et d'accorder aux organes législatifs locaux, les pouvoirs nécessaires pour apporter toutes modifications que les circonstances rendront nécessaires.

Le PRESIDENT attire l'attention du Groupe de travail sur la proposition de M. Lisciky, selon laquelle il conviendrait d'accorder à chacune des circonscriptions de Jérusalem, une large autonomie.

M. GARREAU (France) fait remarquer que la division de Jérusalem en deux parties distinctes ne tient pas compte des intérêts d'autres éléments qui ne sont ni juifs ni arabes. Cette dualité ne laisse aucune place aux groupes chrétiens. Par un système rigide de séparation, on risquerait de diviser la communauté. Selon lui, c'est un système qui réaliserait l'unité des divers éléments dont on a besoin.

Le PRESIDENT invite M. Gibson à faire connaître ce qu'il pense de la répartition des chrétiens dans la ville de Jérusalem.

M. GIBSON déclare que la plupart des chrétiens se trouvent dans le quartier arabe.

M. LIN MOUSHENG (Chine) estime qu'il n'est pas nécessaire de faire figurer dans le statut des instructions précises sur la division de la ville. Se référant à l'article 10, page 25 du statut de Trieste,



il propose d'adopter, au stade initial, les lois et règlements existants et d'autoriser le gouvernement et les assemblées législatives locales à y apporter ensuite les modifications qui leur paraîtront appropriées.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) estime qu'il faut laisser le soin d'élaborer les détails du statut aux groupes de rédaction, qui seront aidés dans leurs travaux par les membres du Secrétariat.

Le RAPPORTEUR propose que le statut définisse dans les grandes lignes l'autorité du gouvernement sur les conseils municipaux et les autres conseils locaux.

M. NORIEGA (Mexique) désire connaître les ressources dont disposent les subdivisions autonomes et par quels moyens elles sont autorisées à se procurer des fonds. A son avis, la provenance des fonds et l'utilisation de ceux-ci peuvent constituer un grave problème d'ordre politique.

M. GIBSON indique que dans le passé chaque subdivision locale a été chargée d'établir son propre budget, sous réserve de l'apporbaton du gouvernement central. A l'avenir, le montant des taxes et impôts que ces subdivisions pourront lever et les différentes manières dont elles utiliseront leurs ressources dépendront des pouvoirs que possédera le gouvernement pour modifier la législation relative au gouvernement local.

Le PRESIDENT fait remarquer que le degré d'autonomie locale à accorder soulève d'importantes questions qui prêtent à controverse et que ce point mérite un examen approfondi.



Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) est d'avis qu'il vaut mieux attendre que les groupes de rédaction présentent des propositions concrètes d'ordre pratique, avant d'entreprendre l'examen des questions d'ordre politique qui prêtent à controverse.

Le PRESIDENT se réfère à la section 4 a) de la liste memento du Secrétariat qui a trait à la définition précise du mot "démilitarisation" et à la formation d'organisations paramilitaires. Il estime qu'il faudra prendre certaines dispositions pour le maintien de l'ordre dans la ville, mais il se demande jusqu'à quel point on pourra prendre des mesures de défense efficaces.

M. LIN MOUSHENG (Chine) demande ce qu'on entend par formations paramilitaires. Il voudrait savoir si l'on compte sur la police pour résister à des attaques venant de l'extérieur.

Pour Sir Alan BURNS (Royaume-Uni), on peut compter sur la police pour maintenir l'ordre à l'intérieur de la ville, mais elle ne pourrait pas la défendre contre des attaques venant du dehors. L'Organisation des Nations Unies a garanti la neutralité de la ville, et selon lui, on peut supposer que le Conseil de sécurité lui prêterait assistance en cas d'attaques venant de l'extérieur.

M. MOHN rappelle à la Commission que les habitants de Jérusalem sont libres de devenir ressortissants de l'Etat juif ou de l'Etat arabe. Ils peuvent être astreints au service militaire obligatoire. S'ils reviennent à Jérusalem, après avoir formé une troupe bien organisée et entraînée, ils risquent de constituer une menace contre la sécurité de la ville.

Le PRESIDENT pense qu'ils peuvent même introduire des armes dans la ville.

Pour M. FORSYTH (Australie), on peut entendre par démilitarisation qu'il sera interdit de se livrer à des exercices militaires dans la ville. Il n'est pas nécessaire que le statut contienne une clause relative à ces exercices, mais il ne doit pas toutefois interdire au Gouverneur de prendre des mesures de défense. M. Forsyth estime qu'il faut distinguer entre les exercices militaires effectués par des organisations paramilitaires et des exercices militaires effectués par les forces de police.

Le PRESIDENT, se référant à l'article 3 du Statut de Trieste, fait remarquer que les exercices et activités paramilitaires sont interdits. La police n'est généralement pas considérée comme une organisation paramilitaire. De plus, la résolution de l'Assemblée a proclamé la neutralité de la ville.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare que l'article 6 du projet du Secrétariat contient une disposition d'après laquelle "la neutralité de la ville dans tout conflit entre Etats est par le présent statut reconnue et proclamée" (article 6 (1) du projet de statut).

M. GARREAU (France) fait remarquer que le Statut de Trieste a prévu qu'aucune force armée ne serait autorisée dans le Territoire libre sauf sur instructions du Conseil de sécurité. Il estime que l'on pourrait prendre une disposition semblable pour Jérusalem.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) appuie la proposition du représentant de la France en vue de se conformer au précédent créé par le Statut de Trieste.

M. FORSYTH (Australie) fait remarquer que la résolution de l'Assemblée prévoit la défense de la neutralité de Jérusalem, mais ne précise pas à qui doit incombier la responsabilité de défendre cette neutralité.

Le PRESIDENT doute que l'on puisse prendre dans la ville elle-même les mesures militaires appropriées.

M. FORSYTH (Australie) rappelle à la Commission qu'il n'a pas l'intention de proposer que des mesures de cet ordre soient prises à l'intérieur de la ville, mais, à son avis, le statut ne doit pas interdire de prendre semblables mesures, surtout en temps de crise.

Le PRESIDENT, citant la résolution de l'Assemblée générale, en conclut que le Conseil de sécurité sera responsable en dernier ressort de la défense de la ville contre des attaques venant de l'extérieur; toutefois, il se demande quels seront les rôles respectifs du Conseil de sécurité et du Conseil de tutelle en la matière.

M. NORIEGA (Mexique) propose que la Commission rédige le texte de dispositions provisoires permettant de faire face aux difficultés initiales soulevées par le partage de la Palestine et la création d'un nouveau Gouvernement.

M. GARREAU (France) estime qu'en cas de crise, le Gouverneur devrait, en vertu des dispositions présentes, faire appel au Conseil de tutelle et le Conseil de tutelle faire appel à son tour au Conseil de sécurité. Il en résulterait une procédure lente et compliquée. Il sera à son avis nécessaire de constituer une commission intérimaire du Conseil de tutelle pour faire face aux cas urgents.

M. LIU CHIEH (Chine) demande que le Gouverneur soit autorisé à faire directement appel au Conseil de sécurité.

Le PRESIDENT aimerait savoir si d'autres membres de la Commission estiment que le Gouverneur devrait être autorisé à entrer directement en contact avec le Conseil de sécurité.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) soutient la proposition chinoise.

M. GARREAU (France) est d'avis que le pouvoir de faire directement appel au Conseil de sécurité devrait être limité aux cas d'extrême urgence.

M. NORIEGA (Mexique) estime qu'en cas de création d'une commission intérimaire, cette commission devrait rester en contact étroit avec le Gouverneur et recevoir de l'administration des rapports périodiques. En cas d'urgence, le Gouverneur pourrait être autorisé à communiquer avec le Secrétaire général et le Conseil de sécurité.

Le PRESIDENT n'a pas d'opinion précise sur la création d'une commission intérimaire du Conseil de tutelle. Il est d'avis que le Conseil de tutelle soit représenté au Conseil de sécurité au cours de l'examen des problèmes urgents relatifs à Jérusalem.

M. LIU CHIEH (Chine) pense que le Gouverneur pourrait adresser ses demandes conjointement au Conseil de sécurité et au Conseil de tutelle. Il ne voit pas la nécessité de créer une commission intérimaire. A son avis, il est impossible de demander au Conseil de tutelle de se charger des détails d'administration. Il estime que le Gouverneur devrait avoir assez d'indépendance pour pouvoir exercer ses attributions.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare qu'il était au début partisan de la création d'une commission intérimaire mais qu'il s'est par la suite rendu compte que cette commission pourrait gêner les travaux de l'organisation.

M. GARREAU (France) pense qu'au cours de la période de transaction, le Gouverneur pourrait avoir à s'adresser fréquemment au Conseil de tutelle pour solliciter des instructions et des conseils et que, par conséquent, une commission intérimaire du Conseil de tutelle devrait être considérée au moins comme une nécessité provisoire.

Le PRESIDENT est d'avis qu'un Gouverneur qui aurait le pouvoir d'opposer son veto aux décisions d'organismes législatifs locaux pourrait devenir un dictateur local, dont les décisions ne seraient examinées par le Conseil de tutelle que tous les six mois. Il estime qu'il devrait être possible de résoudre ce problème en adoptant des mesures permettant de convoquer plus facilement et plus rapidement le Conseil de tutelle.

M. LIU CHIEH (Chine) renouvelant son argument précédent souligne que les rapports entre le Conseil de tutelle et l'administration de Jérusalem ressemblent aux rapports qui existent entre le Parlement d'une métropole et une dépendance plutôt qu'aux rapports entre un ministère des colonies et une dépendance. Il est d'avis que le Conseil intervienne aussi peu que possible dans le fonctionnement normal de l'administration.

M. NORIEGA (Mexique) ne désire pas insister sur la nécessité de créer une commission intérimaire, mais il pense qu'au début et aux périodes critiques du développement du nouvel Etat, un certain contrôle de l'administration sera nécessaire. Les erreurs que peut commettre l'administration ne doivent pas rester sans contrôle pendant six mois.

Le PRESIDENT rappelle que le représentant de la France avait proposé que des pouvoirs exceptionnels soient accordés au Gouverneur pour faire face aux cas urgents.

M. GARPEAU (France) fait remarquer qu'il ne convient pas de considérer l'organisme intérimaire proposé comme un organe destiné à contrôler l'administration. La nouvelle administration aura besoin de conseils et serait grandement aidée par un organisme qui partagerait certaines de ses lourdes responsabilités.

M. NORIEGA (Mexique) estime qu'une discussion du point (c) de la liste-memento permettra d'éclaircir la plupart des questions soulevées par les membres de la Commission.

Le PRESIDENT fait observer que de nouvelles propositions sur les pouvoirs du Gouverneur seront présentées au cours des délibérations de la Commission. Il se demande si, en cas d'urgence, le Gouverneur devrait être autorisé à agir avant de consulter les Nations Unies.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) est d'avis que le Gouverneur soit autorisé à prendre des mesures exceptionnelles en cas d'urgence.

M. LIU CHIEH (Chine) déclare que dans le cas d'une menace extérieure, le Gouverneur devra faire appel aux Nations Unies. Se référant à l'article 9 du Statut de Trieste, il fait observer que les organes du Gouvernement devraient être énumérés dans le Statut.

Le PRESIDENT demande si les pouvoirs exceptionnels du Gouverneur devraient être définis.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) fait remarquer que cette définition devrait gagner un caractère très général.

M. FORSYTH (Australie) se référant à l'article 22 du Statut de Trieste, fait observer que le Gouverneur devrait adresser au Conseil de tutelle un rapport sur l'exercice de ses pouvoirs exceptionnels.

Le PRESIDENT invite le groupe de travail à présenter des observations sur le point 4 c) de la liste-memento du Secrétariat relatif à la création, par le Gouvernement, d'une force de police.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) pense que l'effectif de cette force ainsi que les crédits qui devront être affectés à son entretien ne peuvent pas être évalués à l'avance, mais que l'on devrait habiliter le Gouverneur à prendre les mesures nécessaires sans qu'il ait à faire intervenir les pouvoirs législatif ou politique.

M. MOHN estime que Jérusalem doit posséder une force de police assez importante. La plupart des incidents surviennent pendant les fêtes religieuses, et il y a presque chaque jour une fête religieuse. La force de police britannique a acquis une expérience utile et considérable et il se peut que l'on puisse faire engager certains de ses éléments dans les forces de police du nouvel Etat. Selon M. Mohn, il se peut que pendant la période initiale, les dépenses afférentes à l'entretien de cette police grèvent trop lourdement le budget de l'administration locale. Le maintien de l'ordre public à Jérusalem devrait incomber aux musulmans, aux chrétiens et aux juifs du monde

entier, et les sommes nécessaires à ce maintien pourraient légitimement parvenir de l'extérieur. En outre, Jérusalem est une "ville qui a été laissée à l'abandon" et, pour la développer sous le nouveau régime, des sommes importantes seront indispensables.

M. LIU CHIEH (Chine) veut savoir si l'on a évalué l'effectif de la force de police envisagée et les dépenses que sa création entraînera. Il demande également si l'on peut s'attendre à ce que la police actuelle, exclusivement britannique, reste en fonctions.

M. MOHN répond que l'on a grossièrement estimé à 500 hommes l'effectif d'une police de temps normal. Pendant la période de transaction, ce nombre devrait nécessairement être plus élevé. La plupart des membres de la police britannique ont des contrats de trois ans. Il se peut qu'au moins, certains d'entre eux soient disposés à rester.

La séance est levée à 13 h.05.

---